Orientations



De ce seul fait que la vitesse des événements en cours nous fait irrésistiblement penser à cette phrase de Lénine selon laquelle il est des semaines où il s'en passe plus qu'en une décennie, nous savons très exactement dans quel type de période nous sommes entrés : extra-ordinaire. La saturation de l'esprit n'est pas le moindre de ses périls. Pour cheminer dans des événements d'une telle densité, il faut une ligne. Le problème ici est qu'il y en a plusieurs – deux. Dont il faut d'abord déplier les logiques, pour pouvoir en trouver une troisième – qui les réconcilie.

Ligne 1 : le débordement déborde : ainsi soit-il…

Qu'il déborde, c'est comme qui dirait dans son concept. Qu'est-ce que le débordement déborde ? Le cadre institutionnel. Pour une raison des plus simples : il a totalement failli. De la manif merguez aux élections les plus officielles, en passant par les référendums torche-cul, les grands débats monologiques, les conventions citoyennes pantomimes ou les cahiers de doléance préemballés en sacs poubelles, il a failli. À moins qu'il n'ait réussi comme le faux-semblant qu'il était toujours-déjà. Simulacre de « on vous écoute », réalité de « nous ferons *ce que nous voulons* ».

On reconnaît indubitablement l'imbécillité bourgeoise aux déplorations de la « brutalisation ». Dans un ordre bourgeois dont les valeurs l'imbibent peu ou prou, la population générale n'a finalement pas d'autre désir que de vivre paisiblement sa vie matérielle. Pour que, sur ce fond d'aspiration à la tranquillité, elle vienne à s'énerver, c'est que de considérables violences antécédentes lui ont été faites. Dit autrement : qu'elle a été brutalisée. Brutalisée, la société, bourgeoisie exclue, n'a pas cessé de l'être depuis trois décennies, dans un crescendo d'agressions qui ne pouvait manquer de produire ses effets. Car il y a une économie générale de la violence. L'économie générale de la violence marche au principe fondamental de la réciprocité – négative. À la *prime* brutalisation répondra tôt ou tard une violence *de retour*. C'est une idée à laquelle l'éditorialisme bourgeois, dont la vie matérielle n'a jamais enregistré le moindre cahot, est incapable d'accéder. Il est donc, sans surprise, le premier à faire chorus derrière les éruptions des démagogues — et à répéter derrière Darmanin « brutalisation » et « bordélisation ». Plaise au ciel que l'Assemblée ait été bordélisée (si peu) : au moins est-ce un signe qu'elle n'est pas *encore plus* étrangère à la vie du pays. Qu'y parviennent, que s'y expriment, les échos, déjà très amortis, de la bordélisation première,

la bordélisation sociale et politique gouvernementale, c'est tout de même la moindre des choses.

Mais précisément : vient un temps où les expressions « amorties » ne font plus le compte. Si « faire le compte » n'est pas beaucoup trop peu dire. Car la réalité, c'est que l'extravagant cumul des brutalisations néolibérales a conduit le corps social à son point de rage. Lorsqu'un collectif a été porté à un point de rage, il ne faut pas s'étonner qu'il fasse des trucs d'enragés. On notera, par exemple, qu'outre les fameuses baskets, d'ailleurs trouvées intéressantes jusque des policiers eux-mêmes, des supermarchés ont été fracassés : pour manger. Avertissement en passant au gouvernement : quand la population en a été amenée, par violences successives, à ne plus pouvoir manger à sa faim, alors ce gouvernement se prépare des lendemains difficiles – agités. On ne se met pas en travers d'un peuple qui demande à bouffer : c'est irrésistible, ça emporte tout. Signalons, toujours au passage, qu'en matière de grandes surfaces à rideau de fer volatilisé pour raison d'alimentation, *on n'a encore rien vu*. Car tout ceci se produit alors que la crise financière, la crise économique, la crise énergétique[1], et par-dessus tout la crise alimentaire[2], *ne sont même pas encore là*.

Le « cadre institutionnel » qui, non content d'avoir produit ceci, a méthodiquement supprimé toute voie de recours, ne mérite que la ruine, et si cette ruine doit être violente, ainsi soit-il – économie générale de la violence.

Ligne 2 : trop de périls hors des solutions institutionnelles

Les processus à caractère insurrectionnel, potentiellement révolutionnaires, car c'est dans une telle zone que nous entrons, ces processus, avec toute leur part de violence, doivent être saisis par un regard de *physicien*[3]. À l'inverse de l'inanité moraliste, propre de la pensée bourgeoise, depuis *Le Monde* jusqu'à Mediapart en passant par France Inter, qui n'a d'autre vue sur les choses que par « les valeurs », la méthode matérialiste, la seule qui permette d'avoir quelque intelligence des situations historiques, est un point de vue de physicien : elle analyse des paysages de force, cerne les processus d'induction qui en font surgir de nouvelles, répertorie leurs degrés de liberté, mesure leurs latitudes stratégiques, examine leurs rapports mutuels – et sans se raconter d'histoire : sans prendre son désir pour la réalité.

Ici, la physique n'oublie pas de voir les forces de la réaction. Dont on sait jusqu'où elle est capable d'aller dans des situations historiques semblables. Donc imaginons : le débordement a réussi. L'insurrection a triomphé, le régime est à terre. Et puis ?

Et puis la possibilité du retour de manivelle réactionnaire. Sous la forme du putsch. Ces forces qu'on ne voit pas beaucoup – et forcément : dans

[1] https://www.monde-diplomatique.fr/2026/05/LORDON/69499

[2] https://www.zerohedge.com/markets/coming-food-crisis-may-look-nothing-crisis-until-its-too-late

[3] À l'usage des demi-habiles épistémologiques qui viendraient expliquer que « la physique est une science dure et que le monde social relève des sciences sociales », il s'agit ici de la physique au sens de Spinoza.

l'arrière-plan de l'événement –, ces forces n'ont pas disparu pour autant. Elles sont elles aussi enragées, même si c'est d'une tout autre rage, elles sont armées (nombre de fusils dans les campagnes), elles ont toute la connivence de l'appareil de force, la police et l'armée.

Quid de l'armée justement ? – en général l'acteur putschiste par excellence, et pour cause, toujours la même question de dernière instance : les armes, ceux qui les ont, et ceux qui ne les ont pas. Dans un de ses « Moments politiques » récents, Jean-Luc Mélenchon, parti pour justement étriller une police dégénérée, souligne par contraste[4] la loyauté « républicaine » de l'armée. Est-elle aussi digne de confiance qu'il le croit ?

Il est bien certain, à l'inverse des malades accrochés au pouvoir, que l'armée – comprendre ici : l'état-major – refuserait que les forces soient engagées dans le maintien de l'ordre autrement que sous une forme de gesticulation à des fins d'intimidation. L'armée n'en a ni la vocation, ni les instruments, ni les méthodes. Son alternative est des plus simples : soit elle reste passive soit elle tire au fusil d'assaut, elle ne dispose d'aucun tiers terme. Pour l'heure – clause à garder en tête –, pour l'heure, donc, l'état-major est constitué de gens d'un haut niveau de formation intellectuelle, rationnels, et finalement, si c'est un paradoxe, tout sauf va-t'en-guerre. Pour une raison d'ailleurs des plus simples : eux savent ce que c'est que la guerre, dans des conditions d'affrontement relativement symétriques, ou en face il y a des armes aussi – et ceci à l'inverse des brutes policières qui se mettent à quatre sur un gamin de quinze ans.

Ayant dit cela, a-t-on fait le tour de « l'armée » pour autant ? Pas vraiment. Comment se pourrait-il en effet que le processus de fascisation qui, du sommet, descend progressivement dans toutes les couches de l'État, préfets, commissaires, recteurs, directeurs d'hôpitaux, service de renseignement, présidents d'université, proviseurs mêmes, qu'on voit de plus en plus nombreux avaliser, parfois même anticiper les solutions répressives et liberticides, comment se pourrait-il que ce processus ne travaille pas l'armée également ? Il la travaille. Dans les fonds de la troupe, on porte croix gammées en tatouage et on tend le bras à la première occasion dans les chambrées. Aucune illusion à se faire : dans l'armée, la marée brune[5] ne fait que commencer à monter, en toute impunité macronienne d'ailleurs (rappel : ministre de la défense, Lecornu). Elle est contenue par les étages du haut, mais jusqu'à quand ? On n'aurait sans doute aucun mal à trouver quelques hauts gradés aux idées, disons, pas tout à fait « républicaines ». Pour l'instant minoritaires (?).

Résumons-nous : l'armée, dans ses conditions présentes, n'ira pas – réellement – au maintien de l'ordre, elle ne tirera pas sur la foule. Mais que vienne à s'effondrer complètement le régime, c'est-à-dire l'ordre institutionnel dans son entier, que s'ouvre le vertigineux *vacuum* qui suit ces écroulements, et elle commencera peut-être à se poser de nouvelles questions. En temps ordinaires, l'armée prend les institutions comme elles se donnent à

[4] https://www.youtube.com/watch?v=UnqRe3RVYtY

[5] https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/les-neonazis-dans-l-armee-francaise

elle : établies, consolidées. Mais rien n'est plus étranger à la psyché militaire que le vide institutionnel et son désordre. C'est le moment où « l'armée », et cette fois officiers supérieurs compris, se rappelle qu'elle a ses propres vues sur le monde social et que, si vide institutionnel il y a, il est urgent de le combler. En adéquation avec ses idées – puisque voilà qu'elle en a la possibilité. Les idées politiques et sociales de l'armée en général sont-elles progressistes ? Voyons, réfléchissons – bof. On sait parfaitement où l'emmènent spontanément ses inclinations pour l'ordre, et si la réaction entre dans la bataille post-chute, elle la rejoindra. Avec ses armes. Cette fois, prête à s'en servir. Puisqu'il s'agira de défendre *son* ordre.

Pour si désagréables qu'elles soient, il faut penser ces possibilités. Manière de trouver à les éviter si elles venaient à se présenter. Manières au pluriel, en l'occurrence : il y en a deux – mais deux seulement.

Première manière : un processus révolutionnaire n'a pas la moindre chance sauf à ce que : 1) l'appareil de force de l'ordre renversé ait été lui-même entièrement détruit – et ses armes récupérées ; ou 2) un appareil de force alternatif soit constitué presque immédiatement, lui fidèle à la révolution, et suffisamment puissant suffisamment vite pour dissuader les restes de l'ordre ancien. Cas d'application : 1917, Trotski, Armée rouge. Que cette histoire ait (en partie) mal tourné n'est pas la question. La question, c'est ce dont une révolution est capable en matière de création institutionnelle « flash » pour persévérer dans son être. Pour ne pas même parler des illusions lyriques (bookchiniennes ou autres) des « communes libres », les théories du « double pouvoir » sont d'aimables rêveries tant qu'elles ne pensent pas leurs conditions de possibilité, conditions qui ont essentiellement à voir avec les moyens de force de résister à la force de la réaction – à sa force *armée*. Regardons les choses un peu froidement : ces conditions ont rarement été réunies – la révolution espagnole, et ses brigades internationales, qu'on aurait pu mettre en regard de l'exemple précédent, sont là pour attester que la condition nécessaire n'est parfois pas du tout suffisante.

Si donc les conditions suffisantes, et même les nécessaires, ne sont pas réunies, que faire ? La réponse est : *deuxième manière*. Autant le dire tout de suite : la deuxième manière est décevante. La deuxième manière dit : quand la situation est telle qu'on n'a pas les moyens des re-créations institutionnelles immédiates propres à protéger la révolution, on vise moins haut que la révolution. Retour à la niche institutionnelle. Retour pénible à l'âme, mais retour rationnel à l'esprit – car il n'est pas rationnel de s'adonner à la passion révolutionnaire si c'est pour finir écrabouillés *à coup sûr*.

Application dans la situation présente : la niche institutionnelle rationnelle s'appelle LFI. Il faut être débile comme un monocrate de plateau pour transformer Jean-Luc Mélenchon en boutefeu prêt à tout incendier, alors qu'il est si visiblement un homme d'institutions, et même un homme d'ordre. Dans la turbulence en cours d'accélération, LFI tient sa ligne stratégique sans effort : il lui suffit de se laisser aller aux pentes de son habitus – institutionnel. LFI, fondamentalement institutionnelle, n'a pas de mal à être bien placée dans une situation où il n'y a de solution qu'institutionnelle.

Ligne 3 : pousser pour aider à « faire mieux »

Incontestablement, la ligne institutionnelle a de la rationalité pour elle. Elle a aussi sa part d'hypocrisie. Car, en réalité, c'est le débordement, et lui seul, qui *créé la situation*. Blocages, affrontements avec une police honnie, envahissements des beaux quartiers, auto-réductions (ou la subversion de la société de consommation prise au sérieux en ses valeurs mêmes) : rien d'autre ne saurait produire la mise en tension qui fait la situation politique présente. Nous sommes en train de nous en apercevoir *a contrario* au moment où nous nous trouvons en passe d'en revenir aux répétitives manifestations-monstres aussi monstres qu'inoffensives – *« Une journée sans incidents majeurs »,* se félicite dans *Le Monde* Nuñez[6] à propos de la mobilisation du 24 octobre. Schéma maintes fois expérimenté, notamment pendant le mouvement des retraites de 2023 quand, échantillon pur de la bêtise institutionnelle, l'Intersyndicale-CFDT imagina faire plier Macron par une démonstration symbolique de nombre tranquille – le genre d'argument auquel une psyché comme celle de Macron[7], installée au sommet des pouvoirs de la V^{e} république, n'avait aucune chance de se rendre jamais.

Si le mouvement présent ne veut pas connaître le même triste destin, il va de nouveau falloir des « incidents » : unique moteur du progrès de la situation. Ou bien ce sera l'enlisement et la fatigue – alliés de toujours du pouvoir qui a pour lui toutes les forces de l'inertie. La « solution institutionnelle » *in fine* a beau avoir pour elle sa rationalité stratégique, il devrait y entrer tout aussi bien du laisser-faire, ce qui lui permettra, disons les choses, de *récupérer* quelque chose plutôt que rien.

Combinaison mutuellement avantageuse, car, tout de même, la niche institutionnelle, telle quelle, a un léger goût amer. Quand se présentent des ouvertures du format des événements actuels, il est normal d'en vouloir « davantage » – c'est-à-dire de vouloir aller aussi loin que possible avant de retourner à la niche. Dit autrement : comment rapprocher ligne 1 et ligne 2, voire les tenir un peu ensemble ? Là encore, pas 36 réponses. Même pas deux, une seulement : l'entrée en scène de la classe travailleuse. Qu'on dit souvent un peu vite « disparue ». Mais dont les « grandes occasions » aident à se souvenir qu'elle est encore là.

Sa mobilisation est maintenant l'impératif stratégique de l'heure. La réaction ne peut rien contre la grève, pourvu que celle-ci soit générale *et reconductible* – ou alors elle doit passer tous les caps du pinochétisme. La grève de masse est un opérateur politique d'une puissance folle. Tombant sur la situation présente, ses propriétés propulsives sont fantastiques. Elle installe un nouveau registre d'« incidents », moins risqué pour les protagonistes, plus imparable pour le pouvoir. Bref, elle modifie l'atmosphère du tout au tout, et ceci d'autant plus que la crise présente, à l'inverse de ce que fut Mai 68, a pour propriété d'unir transversalement toutes les composantes du

[6] https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/10/25/une-journee-de-forte-mobilisation-sans-incidents-majeurs-le-droit-de-manifester-est-aussi-important-que-le-droit-de-vote_6799929_823448.html

[7] https://www.monde-diplomatique.fr/2026/01/LORDON/69186

mouvement *par leurs conditions communes d'existence matérielle*. Qu'il ait fallu revenir sur la thèse des « deux Mai 68 », celui des étudiants et celui des ouvriers, qu'il y ait eu des contacts entre ces deux groupes, c'est très certain. Et cependant les mobiles respectifs restaient largement hétérogènes. C'est infiniment moins le cas à présent. Ouvriers, étudiants, agriculteurs, fonctionnaires, routiers, usagers auront d'autant moins de mal à se retrouver qu'ils sont tous *dans la même merde*.

Alors maintenant, imaginons – de nouveau. Si le régime tombe mais sur cette base, la base d'une situation dont la grève générale, avec le soulèvement de la jeunesse, aura occupé le centre, tout diffère considérablement. Il n'y a pas simple retour à la niche institutionnelle-électorale. Car un nouveau rapport de forces a été posé. Et rien de ce qui suit ne pourra faire comme si ça n'était pas le cas. Les coordonnées habituelles du débat politique en sont radicalement modifiées, puisque la situation politique, inédite, est issue d'une dynamique qui aura mis les rapports de production au centre de l'équation – la question dont la république du capital a juré que jamais elle ne serait débattue. Et qui viendrait enfin à la parole sur fond d'une défaite historique de la bourgeoisie. Que pourrait-il s'en suivre ? La réponse dépend de savoir jusqu'où, dans la dialectique relativement contradictoire du mouvement et de la recapture institutionnelle, le débordement aura poussé son avantage : sous la forme de la grève, en tant qu'elle aura explicitement problématisé les rapports sociaux de production. C'est-à-dire articulé que le salariat, défini par le droit du travail même comme rapport de *subordination*, « on n'en veut plus ».

Des « gilets jaunes » jusqu'aux retraites en passant par la révolte Nahel, tout a échoué jusqu'à présent. Mais tout a construit, tout a laissé des traces. Désormais jointes les unes aux autres. Si bien qu'aujourd'hui « tout » peut réussir. « Tout », quoi ? Il s'agit de le proférer *a minima*. Au point où nous en sommes, il y a beau temps que nous avons dépassé le cap des « revendications ». Cette affaire ne se résoudra pas en augmentation de Smic, en « révisions » de Parcoursup ou en promesses de crédits évidemment mensongères pour le bâti scolaire. Ce pouvoir est allé trop loin. Il doit payer. Il doit tomber.

Frédéric LORDON
27 octobre 2026
« La pompe à phynance *»*
Blog du *Monde diplomatique*

– À contretemps / Odradek / novembre 2026 –
[http://acontretemps.org/spip.php?article1212]

AC